

AVIS de tempête sur les ÉSPÉ et la formation des enseignants



Ces derniers mois, et particulièrement durant l'été, diverses annonces et autres recommandations concernant une réforme de la formation des enseignants ont été rendues publiques : réponses des ministères au référé de la Cour des comptes, rapport des Inspections générales sur la formation continue dans les **Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ÉSPÉ)**, projet de « prérecrutements » par modification du statut des assistants d'éducation (EAD), déclarations relatives à un changement de position des concours et à la fusion des académies, rapport sénatorial

Brisson-Laborde sur le « métier d'enseignant », rapport Filâtre sur l'amélioration de la formation initiale des PE, rapport intitulé Service public (CAP 22)...

Ces annonces font système et organisent un projet global de formation des enseignants, que nous ne pouvons accepter : reprise en main de la formation par les rectorats, mépris du travail collectif des formateurs d'ÉSPÉ, décrochage entre premier et second degré, dévoiement de l'idée du prérecrutement, fusion des académies, « rationalisation » des cartes de formation, etc.

Nous voyons poindre une volonté de vider les ÉSPÉ et d'en faire une coquille administrative vide ce qui conduirait à faire disparaître les collectifs de formateurs qui maintiennent la cohérence certes imparfaite qui subsiste encore dans la formation et qui sont la condition d'existence d'une formation professionnelle et universitaire. Cela conduirait aussi à rendre impossible la constitution des collectifs de formés, groupe d'étudiants, poussant en avant au contraire une formation par compagnonnage.

Nous sommes frappés par la méconnaissance du ministère de ce qui constitue la matrice d'une formation de haut niveau, c'est-à-dire le fait que, selon Léonard de Vinci, « *la pratique doit toujours être édifiée sur une bonne théorie. Ainsi, ceux qui s'entêtent à pratiquer sans science, sont comme des marins sur un navire sans timon, ni boussole* ». Or la théorie (disciplinaire, didactique, pédagogique, etc.) qui fonde la pratique enseignante a besoin d'être constituée en relation avec cette pratique pour qu'elle puisse aider à son analyse et à son développement.

Prise en étau entre restriction budgétaire et idéologie d'un terrain paré de toutes les vertus, le projet d'une formation de haut niveau pour les professeurs nous paraît ainsi mise en grand danger.

Nous organisons une **Assemblée générale nationale de la formation des enseignants (FDE) et des ÉSPÉ, le 29 septembre 2018 à l'ÉSPÉ de Paris.**

D'ici là, nous serons reçus par la CPU, le Réseau des ÉSPÉ et les deux ministères pour qu'ils explicitent leurs positions et leurs projets. Ce sera évidemment pour nous l'occasion de rappeler nos revendications pour une formation professionnelle et universitaire de haut niveau :

- le maintien du concours comme mode de recrutement des enseignants, sans décrochage entre 1er et 2nd degré ;
- une formation universitaire et professionnelle intégrée, comportant des stages de formation progressifs (d'observation, de pratique accompagnée, de responsabilité, sur les différents cycles / collège-lycée) ;
- un continuum de formation L / master / T1-T2 couvrant les dimensions disciplinaire, didactique et générale (formation commune aux contextes d'exercice) ; des stages n'excédant pas le tiers temps en M2 ;
- l'idée que les stagiaires ne doivent pas être des moyens d'enseignement ;
- les possibilités de financement de la formation permettant l'accès pour tous et toutes aux métiers de l'enseignement.

Suivez-nous !



[HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/SNESUPFSU/](https://www.facebook.com/SNESUPFSU/)



[HTTPS://TWITTER.COM/SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)